

Daniel Bensaïd

Gauche blafarde et gauche anticapitaliste

Quel avenir pour la gauche française ?
*Un article de Daniel Bensaïd mis en ligne
sur le blog du quotidien Libération.*

Depuis que M^{me} Thatcher et Ronald Reagan ont initié, au début des années quatre-vingt, la contre-réforme libérale, les partis sociaux-démocrates européens se sont résignés, les uns après les autres, à l'accompagner en s'évertuant vainement d'en limiter les excès. Vingt-cinq ans après, Ségolène Royal en est aujourd'hui à constater que « l'identité de la gauche ne va plus de soi ». Maître d'œuvre de *La République des idées*, Pierre Rosanvallon découvre que la social-démocratie « n'est plus une idée neuve », comme elle est censée l'avoir été dans les années soixante.

La plupart des candidats et candidates à l'improbable rénovation ou refondation du Parti socialiste s'accordent à diagnostiquer un manque d'idées ou l'absence d'un grand dessein, ou à déplorer les ravages d'une « guerre des chefs » qu'ils contribuent par ailleurs à entretenir gaillardement. Leur parti ne manque pourtant pas d'experts, ni de diplômés en tout genre. Mais le mal est bien plus profond qu'une panne sèche d'imagination ou qu'une grotesque conspiration d'ego.

En France, l'adoption en juin dernier d'une nouvelle déclaration de principes du Parti socialiste parachève son alignement à retardement sur la mue accomplie en Angleterre par le New Labour de Tony Blair et Gordon Brown, en Allemagne par le Nouveau centre de Gerhard Schröder, en Italie par le Parti dé-

mocrate de Veltroni. Bizarrement, personne, à la veille du congrès de Reims, n'évoque plus cette déclaration quasi unanime. Ce n'est pourtant que la cinquième du genre depuis celle, fondatrice, de Jaurès. Comme tout geste symbolique solennel, il faut donc lui supposer une certaine importance. Elle officialise en effet l'abandon de toute référence à la lutte de classe et l'acceptation du capitalisme concurrentiel comme horizon indépassable de tous les temps.

Bertrand Delanoë est donc incontestablement dans la ligne lorsqu'il proclame dans son livre, *De l'audace*, sa propre audace d'être libéral : « Le libéralisme est à la liberté ce que la république est à la démocratie, une forme supérieure d'évolution. Je suis libéral. La droite aujourd'hui ne l'est pas. La gauche doit se réapproprier avec fierté le mot et la chose. Si les socialistes du XXI^e siècle acceptent enfin pleinement le libéralisme s'ils ne tiennent plus les termes de concurrence ou de compétition pour des gros mots, c'est tout l'humanisme libéral qui entrera de plein droit dans leur corpus idéologique. »

M. Delanoë n'entend pas abandonner le libéralisme aux libéraux. Il en dispute l'héritage au nom d'un libéralisme historique qui serait synonyme de la citoyenneté et des libertés démocratiques. Depuis 1790 et les imprécations de M. Burke contre la Révolution française, la réaction conservatrice a pourtant consommé un divorce irréversible entre l'économie politique et les politiques d'émancipation. Le libéralisme est alors devenu le drapeau d'une réaction acharnée contre un mouvement socialiste naissant qui voyait dans la pauvreté une question sociale et non une calamité naturelle. C'en fut dès lors fini des libéraux « de gauche ». Quoi que prétendent les socialistes libéraux, le libéralisme réellement existant est définitivement soudé depuis

à la loi impitoyable de la valeur et au despotisme de marché.

Ainsi, la question de l'individu, promue en tête des priorités de la réflexion socialiste vient combler le vide laissé par l'abandon de la lutte des classes. S'il irrigue de plus en plus la novlangue social-libérale, c'est aussi le résultat d'une concurrence rhétorique avec ses usages sarkozystes : propriété individuelle, réussite individuelle, sécurité individuelle, individualisation des salaires, des horaires, des risques, substitution des carrières personnelles aux statuts collectifs, etc. On voit mal en quoi les usages de gauche se distinguent du manquement lexical du néolibéralisme de droite.

Cette exploitation idéologique détourne des aspirations légitimes dans nos sociétés. Le développement des capacités et des possibilités de chacun(e) est en effet un critère de progrès plus probant que bien des performances industrielles écologiques. Mais on n'est pas obligé d'opposer les classes et les individus. Donner une place décisive à l'opposition entre capital et travail n'oblige pas à rester aveugle aux besoins personnels d'épanouissement, de reconnaissance, de créativité, alors que le capitalisme qui prétend les satisfaire les enferme dans les bornes du conformisme marchand et du conditionnement commercial des désirs, accumulant frustrations et déceptions.

La prise au sérieux de l'individu contemporain, inséré dans des rapports de classe et de domination multiples, renforce la critique du capitalisme loin d'en éloigner. Comment faire pour que l'appel à l'initiative et à la responsabilité individuelles ne se réduise pas à la soumission aux logiques de la domination, si n'est pas mise en œuvre une redistribution radicale des richesses, des pouvoirs, et des savoirs. Comment démocratiser les possibilités d'accomplissement de chacun et chacune sans que cette re-

distribution soit associée à des mesures spécifiques de discrimination positives contre les inégalités naturelles ou sociales ?

Cette gauche blafarde n'est plus celle de Jaurès, ni même celle de Blum, mais sa contrefaçon. C'est une gauche light, aussi inoffensive que le café sans caféine ou la bière sans alcool. C'est une gauche sans réformes, qui s'excuse presque d'être de gauche, et se défend farouchement d'être anticapitaliste et de vouloir porter atteinte à la sacro-sainte propriété privée. Le mal dont elle souffre n'est pas un manque de travail ou d'idées qu'un sursaut cérébral suffirait à surmonter. Elle est désormais un organisme politique génétiquement modifié. En démontant l'État social, elle a relâché ou rompu ses liens sociaux et électoraux avec les milieux populaires et noué en contrepartie des liens organiques avec les milieux d'affaires et de finance. La présence de deux des siens, Pascal Lamy et Dominique Straus-Kahn, comme gérants loyaux à la tête des deux principales institutions du capital international, est plus que symbolique de la confiance qu'ils ont méritée de la part des dominants et d'un déplacement des élites social-démocrates. Elles se caractérisaient hier par le sens de l'État et une forte présence dans la Haute fonction publique. Aujourd'hui, elles passent directement des ministères aux conseils d'administration des grandes entreprises multinationales, comme l'illustrent les carrières publiques et privées d'Anne Lauvergeon, Hubert Védrine, Martine Aubry, Gerhard Schröder et tant d'autres. C'est désormais le même monde, et souvent les mêmes intérêts.

Quant à la « guerre des chefs », réduite à une somme d'irresponsabilités individuelles de dirigeants qui ne cessent pourtant d'en appeler au travail collectif, elle est l'effet direct d'une logique institutionnelle que les socia-

listes au pouvoir ont eux-mêmes mise en branle. Le renforcement du présidentielisme par l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, c'est le gouvernement Jospin. Comment s'étonner dès lors que le contenu programmatique soit subordonné à la constitution d'écuries présidentielles, et comment s'étonner que la démocratie plébiscitaire d'opinion chère à M^{me} Royal prime sur la démocratie militante de parti ?

Cette transformation de la social-démocratie européenne rend peu vraisemblable un sursaut. Quand ils veulent donner un coup de barre à gauche et adopter la posture d'une opposition à la droite en attendant de revenir aux affaires, les plus hardis de ses dirigeants invoquent un néokeynésianisme européen ou, comme Oskar Lafontaine en Allemagne, la « restauration de l'État social ». Une politique réformatrice keynésienne à l'échelle européenne n'exigerait pourtant pas seulement d'inverser la détérioration du partage de la valeur ajoutée entre travail et capital (un déplacement de 10 % en faveur du capital ces vingt dernières années !), mais aussi de reconstruire des services publics, d'harmoniser les droits sociaux et la protection sociale au niveau de l'Union, d'adopter une fiscalité communément redistributive, de revenir sur l'indépendance de la Banque centrale européenne pour reprendre la maîtrise politique de l'outil monétaire. Autrement dit, de faire exactement le contraire de ce que les socialistes au gouvernement ont fait depuis un quart de siècle, et commencer par briser le carcan des traités de Maastricht et de Lisbonne et du pacte de stabilité. Leurs équipes dirigeantes, coulées dans la gestion du système et dans ses pactes militaires (l'Otan !), n'ont pour cela ni la volonté, ni la base sociale nécessaires.

Il est impayable (quoique généreusement

payé), Pascal Lamy. Interrogé en mai dernier par *Libération* sur la crise actuelle du capitalisme, il répondait : « Le capitalisme avance par crises, il en connaîtra d'autres. Sa faiblesse, ce sont les bulles qui enflent puis éclatent, sa force c'est qu'il n'y a pas d'autre système qui ait pu passer l'épreuve de la réalité. » Voilà à quoi en sont réduits, aujourd'hui, les socialistes libéraux ! À parler comme Margaret Thatcher : il n'y a pas d'alternative ! En dépit de ses bulles et ballonnements, le capitalisme est désormais le seul système par défaut.

Ces dernières années, la politique avait mauvaise presse. Elle apparaissait comme un monde de magouilles, une scène livrée aux ambitions personnelles. On lui opposait volontiers la pureté et la fraîcheur des mouvements sociaux. Ce rejet visait surtout la politique professionnelle et institutionnelle, réduite à la gestion, à la « bonne gouvernance », une politique coupée de la vie quotidienne, qui se déclare impuissante devant les fermetures d'entreprises, les délocalisations, la contrainte extérieure, la baisse du pouvoir d'achat. Mais, à force de tourner en rond, de défaites sociales en déceptions électorales, à force d'alternance entre le pire et le moins pire, à force de se contenter d'un « tout, sauf... » (Sarkozy ou Berlusconi) qui ne fait pas un projet, et d'un moindre mal qui va de mal en pis, un déclic s'est produit. L'idée qu'il manque un outil politique à la hauteur de la catastrophe sociale et écologique imminente, qu'il ne faut plus laisser la politique à ceux qui en font profession (et souvent profit), qu'il faut une nouvelle gauche révolutionnaire, a fait son chemin. C'est cette gauche anticapitaliste, cette gauche de combat pour le socialisme du XXI^e siècle que nous voulons contribuer à construire.

Il lui faut un programme, une démarche d'alliances, des principes démocratiques de

fonctionnement collectif qui contrastent point par point avec ce qu'est aujourd'hui la gauche de gouvernement. Il lui faut un programme intransigeant, contre les réformes libérales, pour une Europe sociale et démocratique, contre les guerres impérialistes et l'économie de guerre, pour une écologie sociale remettant en cause le sacro-saint pouvoir de la propriété privée, pour une démocratie participative effective aux antipodes du plébiscite médiatique permanent et le présidentielisme bipartite, une reconstruction de l'espace public par une politique d'appropriation sociale qui fasse prévaloir le service public, les biens communs de l'humanité, les solidarités, sur la privatisation du monde, le calcul égoïste, et la concurrence de tous contre tous. Il lui faut une démarche d'alliance fondée sur une indépendance rigoureuse envers la social-démocratie, car, dans l'état actuel des rapports de forces, tout accord gouvernemental ou parlementaire de gestion des exécutifs avec la social-démocratie, reviendrait à être l'otage consentant de sa politique et à lui servir de caution, avec les conséquences désastreuses qu'illustre la débâcle italienne. Il lui faut une démocratie militante qui passe enfin par l'adoption d'un fonctionnement démocratique nécessaire pour agir ensemble et pour peser sur les rapports de forces, pour que la discussion et la décision collective prennent le pas sur le despotisme des sondages, tout en garantissant la totale liberté de discussion, de formation de courants et de tendances, afin de clarifier les questions laissées en suspens et de tirer les leçons de l'expérience commune.

On nous objecte qu'une telle intransigeance serait une machine à faire perdre la gauche,

qu'elle interdirait indéfiniment son retour au pouvoir, et qu'Olivier Besancenot jouerait à gauche le rôle de division qu'a joué Le Pen à droite. Les dirigeants socialistes qui distillent ce venimeux discours confondent délibérément l'unité dans l'action et l'unité dans les urnes.

Contre les privatisations, contre le démantèlement du code du travail, contre la réforme des retraites ou celle des universités, pour le retrait des troupes d'Afghanistan, contre le traité de Lisbonne, nous n'avons cessé de proposer des initiatives unitaires de la gauche. Le Parti socialiste s'y est systématiquement refusé. Sans doute parce qu'il était en désaccord (plutôt qu'en opposition) avec les réformes gouvernementales sur la forme plutôt, que sur le fond.

En votant le traité de Lisbonne à Versailles, il a enterré le Non populaire au traité constitutionnel européen de 2005. Il s'est enfin prononcé pour un inflexible de stratégie militaire en Afghanistan, mais pas pour le retrait des troupes.

L'unité dans les urnes est une autre affaire. Il s'agit de proposer un projet pour le pays, la région, ou la ville, et de faire élire les hommes et les femmes chargés de l'appliquer. Dans un système électoral à deux tours dont le pluralisme résiste encore au bipartisme, la moindre des choses c'est que chaque parti puisse défendre ses idées au premier tour. Et si ses candidats éliminés au premier tour appellent à se servir du bulletin de vote contre la droite, ils ne sont pas propriétaires pour autant des voix du premier tour. C'est à la gauche de gouvernement de prouver, par ses engagements et par sa pratique, qu'elle mérite leur report au second tour.

Pour reconstruire un projet anticapitaliste

à gauche, il faut parfois savoir reculer pour mieux sauter, et faire un pas (électoral) en arrière pour faire deux en avant dans la reconstruction d'un rapport de force social. L'affirmation de l'indépendance envers les politiques libérales et les organisations qui les soutiennent peut faire perdre à la gauche, dans un premier temps, des positions municipales ou parlementaires. Mais les préserver au prix des pires compromissions, c'est à coup sûr semer la confusion, brouiller les lignes de front, préparer d'amères désillusions, et aller vers le pire au nom du moindre mal. C'est, surtout, sous-estimer l'ambition et la volonté politiques qu'exigent les catastrophes sociales et écologiques annoncées. Le train à grande vitesse des contre-réformes sarkozystes vise à aligner la France sur la norme libérale de la mondialisation. Si elles vont jusqu'au bout, les rapports de force sociaux dans le pays en sortiront transformés. Il s'agit en effet d'une offensive comparable, à toute autre échelle, à celle menée à l'époque de la Restauration, quand les lois sur les droits coutumiers et les solidarités traditionnelles, comme celle de 1834 sur les pauvres en Angleterre, visaient à jeter sur le marché du travail une main-d'œuvre exploitable et corvéable à merci. Aujourd'hui, la démolition des services publics et des protections sociales vise de même à faire de nos sociétés une jungle concurrentielle de travailleurs précaires. Face à cette guerre sociale déclarée, la guerre parlementaire en dentelles d'un parti qui n'a plus guère de socialiste que le nom, apparaît comme une image jaunie.

23 septembre 2008